

Maintenant la justice climatique !

Déclaration de Durban sur le commerce du carbone

En tant que représentants des mouvements populaires et des organisations indépendantes, nous rejetons l'affirmation que le commerce du carbone évitera la crise climatique. La cause principale de cette crise n'est autre que l'extraction de combustibles fossiles et la libération dans les océans, l'air, le sol et les êtres vivants du carbone qu'ils contiennent. La combustion excessive d'hydrocarbures menace maintenant la capacité de la Terre à maintenir un climat tolérable.

Les gouvernements, les agences de crédit à l'exportation, les entreprises et les institutions financières internationales continuent de soutenir et de financer la prospection et l'extraction de combustibles fossiles, ainsi que d'autres activités qui aggravent le réchauffement de la planète, telles que la dégradation et la destruction massive des forêts. En revanche, ils ne consacrent que des sommes symboliques aux énergies renouvelables. Dans ce sens, il est particulièrement inquiétant que la Banque mondiale ait récemment défié les recommandations de sa propre Évaluation des Industries extractives, qui l'exhorte à cesser de financer l'extraction de charbon, de pétrole et de gaz.

Nous dénonçons les retards supplémentaires dans la suppression de l'extraction d'hydrocarbures que provoquent les tentatives des entreprises, des gouvernements et des Nations unies de bâtir un « marché du carbone » qui inclut la commercialisation de « puits de carbone ».

L'histoire a été témoin de tentatives de commercialisation de la terre, de la nourriture, du travail, des forêts, de l'eau, des gènes et des idées. Le commerce du carbone s'inscrit dans la même ligne lorsqu'il tente de transformer la capacité de recyclage du carbone de la planète en un produit à vendre et à acheter sur le marché mondial. Ce processus de création d'un nouveau produit – le carbone – livre à ceux qui détruisent le climat la capacité de la Terre de maintenir un climat propice à la vie et aux sociétés humaines.

La population du monde doit prendre connaissance de cette initiative de privatisation et de commercialisation et intervenir activement pour assurer la protection du climat de la Terre.

Le commerce du carbone ne contribuera pas à protéger le climat de la Terre. Il s'agit d'une fausse solution qui creuse et élargit les inégalités sociales, et ce de plusieurs manières :

- Le marché du carbone crée des droits transmissibles permettant de déverser dans l'air, les océans, le sol et la végétation des volumes de carbone qui dépassent de loin la capacité d'absorption de ces systèmes. Ces droits, équivalant à des milliards de dollars, seront octroyés à titre gracieux aux plus grands émetteurs de gaz à effet de serre des secteurs de l'électricité, du fer et de l'acier, du ciment, de la pâte et du papier et à d'autres encore dans les nations industrialisées, qui ont provoqué la crise du climat et qui exploitent déjà au maximum les systèmes mentionnés. En revanche, le coût de la réduction future de l'utilisation de combustibles fossiles retombera probablement de manière disproportionnée sur le secteur public, sur les communautés, sur les populations autochtones et sur les contribuables.

- Le Mécanisme de Développement propre du Protocole de Kyoto (MDP) et de nombreux projets commerciaux du secteur privé encouragent les pays industrialisés et leurs entreprises à financer ou à créer des dépotoirs de carbone bon marché, tels que les grandes plantations d'arbres dans le Sud, comme une alternative lucrative à la réduction des émissions dans le Nord. D'autres projets du MDP, tels que celui de la réduction des hydrochlorofluocarbures (HCFC), concernent des technologies « en fin de cycle » et ne contribuent donc absolument pas à réduire les impacts de l'industrie des combustibles fossiles sur les communautés locales. De surcroît, ils l'emportent sur le faible volume des projets d'énergies renouvelables qui constituent la façade de développement durable du MDP.
- Les impacts de l'industrie des combustibles fossiles et de toutes celles qui produisent des gaz à effet de serre, que ce soient les déplacements, la pollution ou les changements climatiques, se font déjà sentir de manière disproportionnée dans les petits États insulaires et chez les habitants des côtes, les peuples autochtones, les communautés locales, les pêcheurs, les femmes, les jeunes, les pauvres, les vieillards et les populations marginalisées. Or, les projets du MDP intensifient ces impacts de plusieurs manières. Premièrement, ils autorisent de continuer à prospector, à extraire, à raffiner et à brûler des combustibles fossiles. Deuxièmement, en apportant du financement à des projets du secteur privé tels que la plantation industrielle d'arbres, ils permettent que les industries du Nord s'approprient la terre, l'air et l'eau qui soutiennent la vie et la subsistance des populations locales, pour les transformer en de nouveaux dépotoirs de carbone.
- Le refus d'éliminer progressivement l'utilisation de charbon, de pétrole et de gaz, que le commerce du carbone ne fait que renforcer, provoque de plus en plus de conflits militaires partout dans le monde et aggrave ainsi les injustices environnementales et sociales. À leur tour, ces conflits détournent vers les budgets militaires de grandes sommes qui, autrement, pourraient être utilisées à favoriser des économies fondées sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

À ces injustices s'ajoute le fait que les faiblesses et les contradictions intérieures du commerce du carbone risquent fort d'empirer le réchauffement de la planète, plutôt que de l'atténuer. Par exemple, il n'est pas possible de vérifier que les projets MDP « neutralisent » un volume donné de combustibles fossiles extraits et brûlés. En affirmant le contraire, on crée de plus en plus l'illusion dangereuse que les modèles de production et de consommation, ceux du Nord surtout, peuvent être maintenus sans porter atteinte au climat.

D'autre part, le problème de la vérification et l'absence d'une réglementation crédible font que personne ne sache exactement ce qu'il achète dans le marché du MDP. En l'absence d'un produit concret, le marché du MDP et d'autres projets commerciaux semblables du secteur privé ne sont qu'une perte de temps au moment où le monde est confronté à une crise climatique grave.

La Banque mondiale tombe dans une contradiction absurde lorsqu'elle facilite ces approches commerciales et fausses du changement climatique par le Fonds prototype pour le Carbone, le Fonds Biocarbone et le Fonds Carbone de Développement communautaire, et favorise en même temps, à une échelle bien plus large, la poursuite de la prospection, l'extraction et le brûlage de combustibles fossiles, dont la plupart sont destinés à augmenter les émissions du Nord.

En conclusion, « établir le prix du carbone » ne sera pas plus efficace, plus démocratique ni plus favorable au bien-être humain que d'établir le prix des gènes, des forêts, de la biodiversité ou des rivières propres.

Nous réaffirmons que la réduction drastique des émissions provoquées par l'utilisation de combustibles fossiles est une condition préalable pour éviter la crise du climat. Nous affirmons notre responsabilité vis-à-vis des générations futures de chercher des solutions réelles qui soient viables et véritablement durables, et qui ne sacrifient pas les communautés marginalisées.

Nous nous engageons donc à appuyer la construction d'un mouvement mondial de base pour la justice climatique, à mobiliser les communautés du monde, et à nous déclarer solidaires de ceux qui s'opposent au commerce du carbone sur le terrain.

Signé le 10 octobre 2004
Glenmore Centre, Durban, Afrique du Sud

SIGNATAIRES DE LA RÉUNION DE DURBAN

Indigenous Environmental Network
Carbon Trade Watch
Climate & Development Initiatives, Uganda
Coecoceiba-Amigos de la Tierra, Costa Rica
CORE Centre for Organisation Research & Education, Manipur, India
Delhi Forum, India
Earthlife Africa (EA), South Africa
FERN, EU
FASE-ES/Green Desert Network Brazil
Global Justice Ecology Project, USA
National Forum of Forest People And Forest Workers(NFFPFW), India
Patrick Bond, Professor, University of KwaZulu Natal School of Development Studies, South Africa
O le Siosiomaga Society, Samoa
South Durban Community Alliance (SDCEA), South Africa
Sustainable Energy & Economy Network, USA
The Corner House, UK
Timberwatch Coalition, South Africa
World Rainforest Movement, Uruguay

SIGNATURES D'ADHÉRENTS

50 Years Is Enough: U.S. Network for Global Economic Justice, USA
Alianza Verde, Honduras
Angikar Bangladesh Foundation, Bangladesh
Asociacion Amigos Reserva Yaguaroundi, Argentina
Asociacion de Guardaparques Argentinos, Argentina
Asociación Ecologista Piuke, Argentina
Asociacion para la Defensa del Medio Ambiente del Noreste Santafesino, Argentina
Asociación San Francisco de Asís, Argentina
ASociacion Lihue San Carlos de Barloche / Rio Negro, Argentina
Athlone Park Residents Association, South Africa
Austerville Clinic Committee, South Africa
Australian Greens, Australia,
BanglaPraxis, Bangladesh
Bluff Ridge Conservancy (BRC), South Africa
Boulder Environmental Activists Resource, Rocky Mountain Peace and Justice Center, USA
CENSAT-Friends of the Earth Colombia, Colombia
Center for Economic Justice, USA
Centre for Environmental Justice, Sri Lanka

Center for Environmental Law and Community Rights Inc./ Friends of the Earth (PNG), Papua New Guinea
 Committee in Solidarity with the People of El Salvador, USA
 Centro de Derecho Ambiental y Promoción para el Desarrollo (CEDAPRODE), Nicaragua
 Christ the King Church Group, South Africa
 Clairwood Ratepayers Association (CRA), South Africa
 Cold Mountain, Cold Rivers, USA
 Colectivo de Proyectos Alternativos de México (COPAL), Mexico
 Colectivo MadreSelva, Guatemala
 Comité de Análisis "Ana Silvia Olán" de Sonsonate – CANASO, El Salvador
 Corporate Europe Observatory (CEO), Netherlands
 Del Consejo de Organizaciones de Médicos y Parteras Indígenas Tradicionales de Chiapas, Mexico
 Ecoisla, Puerto Rico
 EarthLink e.V.-The People & Nature Network, Germany
 Ecological Society of the Philippines, Philippines
 ECOTERRA International
 El Centro de Ecología y Excursionismo de la Universidad de Carabobo, Venezuela
 Environment Desk of Images Asia, Thailand
 FASE Gurupá, Brasil
 Forest Peoples Programme, UK
 Foundation for Grassroots Initiatives in Africa, Ghana
 Friends of the Earth Australia, Australia
 Friends of the Siberian Forests, Russia
 FSC-Brasil, Brasil
 Fundación Argentina de Etoecología (FAE), Argentina
 Fundación Los de Tilquiza, proyecto AGUERVERDE, Argentina
 Groupe d'Etudes et de Recherche sur les Energies Renouvelables et l'Environnement (GERERE), Morocco
 House of Worship, South Africa
 Indigenous Peoples' Biodiversity Network, Peru
 InfoNature, Portugal
 Iniciativa Radial, Argentina
 Institute for Social Ecology Biotechnology Project, USA
 International Fund for Animal Welfare (IFAW), Belgium
 Isipingo Environmental Committee (IEC), South Africa
 Isipingo Ratepayers Association, South Africa
 Jeunesse Horizon, Camerun
 JKPP /Indonesian Community Mapping Network, Indonesia
 Joint Action Committee of Isipingo (JACI), South Africa
 KVV Translations, Spain
 LOKOJ, Bangladesh
 London Rising Tide, UK
 Mangrove Action Project (MAP), USA
 Merebank Clinic Committee (MCC), South Africa
 Movimiento por la Paz y el Ambiente, Argentina
 Nicaragua Center for Community Action, USA,
 Nicaragua Network (US), USA
 Nicaragua-US Friendship Office, USA
 Núcleo Amigos da Terra, Brasil
 Ogoni Rescue Patriotic Fund, Nigeria
 Oilwatch International, Ecuador
 Oilwatch Africa, Nigeria
 Organizacion Fraternal Negra Hondureña, Honduras
 Parque Provincial Ernesto Tornquist, Argentina
 Pacific Indigenous Peoples Environment Coalition (PIPEC), Aotearoa/New Zealand
 Pesticides Action Network Latin America, Uruguay
 Piedad Espinoza Trópico Verde, Guatemala
 Projeto tudo Sobre Plantas - Jornal SOS Verde, Brasil
 Public Citizen, USA

Rainforest Action Network, USA
Red de Agricultura Orgánica de Misiones, Argentina
REDES-Amigos de la Tierra, Uruguay
Red Verde, Spain
Rising Tide, UK
Sahabat Alam Malaysia /FOE-Malaysia, Malaysia
San Francisco Bay Area Jubilee Debt Cancellation Coalition, USA
Scottish Education and Action for Development, UK
Silverglen Civic Association (SCA), South Africa
Sisters of the Holy Cross - Congregation Justice Committee, USA
Sociedad Civil, Mexico
SOLJUSPAX, Philippines
Tebtebba Foundation, Philippines
The Sawmill River Watershed Alliance, USA
Treasure Beach Environmental Forum (TBEF), South Africa
Ujamaa Community Resource Trust (UCRT), Tanzania
Union Chrétienne pour l'Education et Développement des Déshérités (UCEDD), Burundi
Union Mexicana de Emprendedores Inios, A. C., Mexico
Wentworth Development Forum (WDF), South Africa
Western Nebraska Resources Council, USA
World Bank Boycott/Center for Economic Justice, USA
worldforests, UK

Individual Signatories

Beth Burrows, USA
Dr. Bob de Laborde, South Africa
Cesar Antonio Sanchez Asian, Peru
Christopher Keene, UK
Cláudia Sofia Pereira Henriques, Portugal
Claudio Capanema, Brasil
Dora Fernandes, Portugal
Dulce Delgado, Portugal
Eduardo Rojas Hidalgo, Ecuador
Elisa Marques, Portugal
Emmanuel Moutondo, Kenya
Fabry Saavedra, Bolivia
Federico Ivanissevich, Argentina.
Fernando Moran, Spain
German A. Parra Bustamente, Colombia
Hannes Buckle, South Africa
Helena Pinheiro, Brasil
Dr. Hugh Sanborn, USA
Hylton Alcock, South Africa
Irina Maya, Portugal
Dr. J. Gabriel Lopez,, USA
James Mabbitt, UK
Jane Hendley, USA
Janet Weyker, USA
Javier Lizarraga, Uruguay
Jelena Ilic, Serbia & Montenegro
Joana Gois, Portugal
Joao Forte, Portugal
Judith Amanthis, UK
Judith Vélez, Isla Verde, Puerto Rico
Lina Hällström, Sweden
Lorna Salzman, USA
Luis E. Silvestre, Puerto Rico
Manuel Pereira, Portugal
Marcelo Bosi de Almeida, Brasil

Maria Benedetti, Cayey, Puerto Rico
Maria de Fátima Marques, Portugal
Martha L. Downs, USA
Dr. Martin Mowforth, UK
Mary Galvin, South Africa
Matheus Ferreira Matos Lima, Brasil
Maurice Tsalefac, Professor, Université de Yaoundé, Camerun
Michaeline Falvey, USA
Mike Ballard, Australia
Norbert Suchanek, Germany
Nuno Miguel O. P. Matos Sequeira, Portugal
Oya Akin, North Cyprus
Pablo Alarcón-Cháires, Mexico
Patrícia Angelo Batista, Portugal
Patricia Raynor, USA
Paulo Cesar Scarim, Brasil
Pedro Ribeiro, Portugal
Peter Rachleff, Professor, Macalester College, USA
Peter Sills, USA
Dr. Philip Gasper, USA
Rafael Arturo Acuña Coaquira, Bolivia
Rafael Chumbimune Zanabria, Peru
Raj Patel, South Africa
Robin Clanahan, South Africa
Rogerio M Mauricio, Brasil
Roxana Mastronardi, Argentina
Rufino Vivar Miranda, Mexico
Sajida Khan, South Africa
Sandra C. Carrillo, USA
Saul Landau, USA
Sheila Goldner, USA
Sister Aloysia Zellmann, South Africa
Steve Wheeler, UK
Tobias Schmitt, Germany
Tyrell Haberkorn, USA
Usman Majeed, Canada
Wak Kalola, Canada
Zoraida Crespo Feliciano, Puerto Rico

6/6

**Pour signer cette déclaration adressez un courrier électronique à info@fern.org ou visitez le site www.sinkswatch.org.
Vous pourrez également télécharger la déclaration, ainsi que la liste régulièrement actualisée des adhérents sur le site : www.sinkswatch.org.**